



Un engagement pro-européen
et progressiste en faveur d'une
Europe démocratique et solidaire

[Accueil](#) » [Actualités](#) » Loi asile et immigration : la fin du macronisme ?



©Gouvernement Français

Loi asile et immigration : la fin du macronisme ?

Auteur : [Fabien Chevalier](#) Dans [Actualités](#), [Edito](#), [En Une](#) 8 avril 2018

Pour déjouer les pronostics et se faire élire Président de la République, le candidat Emmanuel Macron avait su amalgamer plusieurs traditions politiques que le bipartisme maintenait séparées : la social-démocratie et le social-libéralisme du côté gauche de l'échiquier politique, le centre chrétien-démocrate et enfin, du côté droit du spectre politique, la droite libérale et humaniste. L'europrogressisme est un dénominateur commun de ces traditions, à l'exception de celle de la droite libérale, d'où le soutien exigeant apporté par Sauvons l'Europe à la candidature d'Emmanuel Macron. En outre, la position exprimée par l'ancien ministre de l'économie, courageuse pour un candidat prétendant à la victoire, sur les réfugiés nous avait convaincu.

Par ailleurs, aucune de ces traditions politiques ne porte en elle la méfiance à l'égard de l'étranger. C'est pourquoi, il est effarant de voir le ministre de l'intérieur Gérard Collomb, sans aucun doute soutenu par le Président, s'engager dans cette trajectoire qui a fini de frôler la xénophobie pour y entrer de plein pied et ce, avec un aplomb des plus surprenants. En affirmant que « *certaines régions sont en train de se déconstruire parce qu'elles sont submergées par les flux de demandeurs d'asiles* » et que « *si nous restons sans réaction, ce sont quelques centaines de milliers de personnes qu'il nous faudrait accueillir chaque année en France. (...) Peut-on penser que nous pourrions construire chaque année une ville de taille moyenne pour accueillir ces réfugiés ?* », M. Collomb s'est positionné, au-delà de l'aspect

factuellement faux de ses propos, dans une autre tradition politique bien française : celle de l'extrême-droite.

Hélas, cette sortie est loin d'être un dérapage isolé mais s'inscrit dans la lignée du projet de loi asile et immigration qui contient des dispositions plus qu'inquiétantes. Que l'on songe à l'expansion possible des formes de « délit de solidarité », l'extension de la durée maximale de rétention en centre de rétention administrative (CRA) de 45 à 90 jours ou au refus de créer une exception de rétention pour les familles et les mineurs. Lorsque l'on sait comment une détention peut être traumatisante pour un mineur, et on ne parle pas de que des mineurs de 17 ans et 364 jours, mais aussi d'enfants, cette dernière disposition est particulièrement honteuse. Et ce n'est pas l'engagement appréciable du ministre à effectuer des travaux dans les CRA pour aménager la qualité de la rétention qui pourra apaiser notre inquiétude. En outre, la ligne dure sur le sujet des réfugiés se manifeste aussi dans l'attitude des pouvoirs publics comme en témoigne l'incident franco-italien de mars dernier.

On pourra sans doute apporter une explication politique à ce durcissement : résultats électoraux en Allemagne et en Italie, pression de l'extrême-droite et de la droite saucée Wauquiez en France, PS en convalescence, pardon, en renaissance, qui permet à Macron de négliger son flanc gauche. Cependant, la petite politique politicienne ne doit jamais être le prétexte à mettre les valeurs fondamentales au second plan. L'épisode de la déchéance de nationalité doit le rappeler à notre classe politique.

Ce projet de loi a vu l'apparition d'une « fronde » au sein du groupe parlementaire LREM de l'Assemblée nationale. Quand on sait comment le dernier quinquennat a vacciné tout ce que notre pays compte de politiciens contre ce type de mécanisme, on mesure à quel point le projet de loi a pu choquer jusque dans les rangs des députés macronistes.

Le Président de la République aurait tout intérêt à ne pas prendre à la légère ce premier coup de semonce. Il ne doit pas oublier qu'il doit son élection à la dialectique qu'il a réussi à imposer au monde politique : ET de droite ET de gauche, efficacité économique ET humanisme républicain. Qu'il néglige l'un de ses deux hémisphères et son originalité, source essentielle de son capital politique, aura disparue pour l'installer dans la banalité d'un parti de droite qui ne pourrait à terme que se faire supplanter par les forces de droite et d'extrême-droite classiques.

De plus, en dépit des sondages, il ne faut pas oublier qu'un grand nombre de Français, se situant dans un spectre allant du centre droit au centre gauche, et donc cœur de cible électoral du Président, exècre la stigmatisation de l'étranger et l'alimentation du sentiment xénophobe. Or, une fois qu'il est perdu, cet électorat est des plus difficiles à reconquérir. Manuel Valls et ses raidissements identitaires n'ont-ils pas éloigné d'avantage du PS les « bobos-mondalistes » que les frasques de François Hollande ?

La majorité présidentielle doit donc revenir à la ligne tenue par Emmanuel Macron lors de la campagne électorale. Celle qui avait su recréer un espoir alors que les modérés, de gauche ou de droite, semblaient condamnés à la défaite. Il avait notamment repris notre proposition d'instaurer un Erasmus euro-méditerranéen. Cette mesure nous paraît essentielle car elle permet de rapprocher les peuples de l'espace euro-méditerranéen, à une époque où les passions tristes menacent de les éloigner peut-être irrémédiablement.

Monsieur le Président, il n'est pas trop tard.